

Qui sont les privilégiés en France ?

11 février 2019



Qui sont les privilégiés de la France contemporaine ? Vouloir régler la question des inégalités en s'en prenant à l'élite du pouvoir économique et politique arrange les couches favorisées. Corriger les dérives de quelques-uns, situés tout en haut de la hiérarchie sociale, est une bonne méthode pour ne rien changer au fond du système qui produit les inégalités. Les super-riches ont amassé beaucoup d'argent ces dernières années, mais notre pays reste marqué par des privilèges dont dispose une fraction bien plus large de la population. Ceci alimente le ressentiment des catégories populaires et des tensions sociales qui s'expriment dans les urnes ou sur les ronds-points.

La France de tout en haut va très bien. Elle a certes subi en 2011 et 2012 une nette baisse de son niveau de vie du fait notamment de la hausse des prélèvements. Elle s'est cependant vite ressaisie et a obtenu de la nouvelle majorité de 2017 le jackpot, avec la quasi-suppression de l'impôt sur la fortune et, surtout, le passage à un impôt forfaitaire sur les revenus financiers [1] Résultat, rien qu'avec cette seconde mesure, un gain de 100 000 euros l'an pour ceux dont les revenus sont de 400 000 euros : les 0,1 % les plus riches, selon l'Insee. La France de l'élite scolaire prospère tout autant. Ses « grandes écoles » restent fermées au peuple et ses élèves, choyés : la collectivité dépense 15 000 euros par an par étudiant en classe préparatoire aux grandes écoles, contre 9 000 euros dans les filières généralistes de l'université.

La « France des super-riches » est dénoncée à gauche, avec raison [2] Pourtant, cette critique laisse sur sa faim. Tous unis contre les 1 % d'en haut ? On peut toujours trouver plus favorisé que soi. Cette vision simpliste des inégalités, très en vogue, conduit à faire l'économie d'une réflexion de fond sur les inégalités sociales qui structurent notre société bien au-delà des avantages dont dispose une poignée de dirigeants du « grand capital ». Elle permet aux autres catégories favorisées – déguisées dans le débat public en « classes moyennes supérieures » – d'éviter de contribuer davantage à la solidarité et de mieux partager les richesses avec les couches moyennes et populaires. Elle permet également d'éviter de réformer l'école pour donner les mêmes chances à tous les élèves.

Les privilèges vont bien au-delà des beaux quartiers et des grandes écoles. La stagnation du pouvoir d'achat de l'ensemble de la population est une moyenne artificielle qui masque la progression de celui des plus riches. Au cours des vingt dernières années, le niveau de vie annuel moyen des 10 % les plus riches a progressé de 11 300 euros pour dépasser les 56 000 euros nets après impôts et prestations sociales en 2016. Pendant ce temps, le revenu des 10 % les moins favorisés a augmenté de 1 400 euros (il atteint 8 400 euros nets annuels en 2016). Et même stagné sur les quatorze dernières années.

Ces classes aisées tentent d'associer leur sort à celui des catégories moyennes qui se situent au milieu du gué (environ 1 700 euros mensuels pour une personne seule) et dont les revenus stagnent depuis dix ans. Une frange entière de la population cherche ainsi à échapper à l'effort fiscal [3] Un classique des rapports de force sociaux, particulièrement pratiqué chez les indépendants, des gros agriculteurs aux médecins favorisés, qui savent faire passer leurs revendications par la voix des moins bien lotis d'entre eux.

Les privilégiés d'aujourd'hui ne sont pas seulement les bénéficiaires de revenus élevés, mais aussi tous ceux qui sont protégés des aléas du chômage, d'une rupture de parcours professionnel qui conduit à une baisse quasi certaine des revenus, parfois conséquente : au premier chef, ce sont ceux qui disposent du statut d'emploi protecteur de la fonction publique et de bien d'autres organismes parapublics où, en pratique, personne n'est jamais licencié. Où, en revanche, on emploie des précaires en pagaille. À niveau de vie équivalent, savoir que l'on disposera d'un salaire tous les mois jusqu'à sa retraite est devenu, au bout de quarante ans de chômage de masse, un déterminant central des conditions de vie, par la stabilité qu'il procure et pour les droits qu'il ouvre, notamment dans l'accès au logement. Certes, une partie des fonctionnaires – comme les enseignants du primaire – acceptent en contrepartie des revenus limités rapportés à leurs qualifications. Il n'en demeure pas moins que l'avantage est là. Hier, on moquait les « ronds de cuir » de la République, aujourd'hui, savoir de quoi sera fait demain a une valeur considérable.

Face à la crise, le niveau de protection résulte par ailleurs pour beaucoup de la taille de l'entreprise. La bureaucratie privée a elle aussi son lot d'avantages [4] La condition salariale dans les grandes entreprises, du niveau de salaire à la couverture santé, en passant par les multiples avantages du comité d'entreprise, n'a rien à voir avec celle du commun des salariés qui n'a rien de tout cela [5] La formation continue et les programmes de reconversion dans les grands groupes font que la menace du chômage n'est pas la même. Tous ces avantages représentent parfois de petites sommes, mais celui qui dispose d'une mutuelle bas de gamme, qui paie plein pot ses sorties, les loisirs des enfants, ses billets de train ou son électricité, est amer quand il observe les avantages de son voisin. Celui qui a du mal à payer ses factures d'électricité s'étrangle quand il observe les avantages dont jouissent les salariés d'EDF. À salaire égal, le coût de la vie peut être variable.

Les initiés de l'école

Sur le marché du travail, au-delà du statut, le privilège qui structure le plus notre société est le titre scolaire, véritable capital culturel, selon l'expression du sociologue Pierre Bourdieu. Dans une société où la croyance dans la valeur des diplômes est démesurée [6] les inégalités sociales ont une bien plus grande légitimité. L'État vous délivre un titre censé sanctionner votre mérite personnel. Le produit d'une grande école dispose d'une aura incomparable à celui qui a réussi par le « business ». Malheur à celui qui a échoué à décrocher un titre : il se trouve renvoyé à ses incapacités intellectuelles ou à son manque d'effort.

La carapace du diplôme joue un rôle énorme. Le taux de chômage des sans-diplôme s'élève à 18,3 % en 2017, contre 5,5 % pour ceux qui ont au moins un diplôme de niveau bac + 2. Et il s'agit d'une moyenne. Si l'on ne considère que ceux sortis depuis un à quatre ans du système scolaire, 48 % des sans-diplôme sont au chômage contre seulement 9 % des diplômés de bac + 2 au moins. Certes, les cas de surdiplômés sous-employés ou au chômage existent et se développent. Pour eux, le déclassement est particulièrement violent puisqu'ils sont censés sortir du lot. Il n'empêche : l'exception ne fait pas la règle. Elle ne doit pas occulter les difficultés des jeunes peu diplômés, dont la crainte n'est pas le déclassement mais l'absence même de classement.

À l'école, les privilèges dépassent, de loin, les classes préparatoires aux grandes écoles. Apprendre à lire à tous les enfants le plus tôt possible, en fin de section de maternelle (contrairement à d'autres pays, comme la Finlande, où cet apprentissage a lieu deux ans plus tard), creuse par exemple des écarts précoces du fait de la maîtrise du langage propre aux milieux diplômés. La bourgeoisie scolaire est en détresse si son enfant n'a pas appris à lire à la fin de la maternelle, devançant ainsi tous les autres.

Dans la suite du cursus scolaire, du primaire au lycée, l'« élitisme républicain » de notre système éducatif est un élitisme social déguisé. Les programmes, la place des savoirs théoriques, l'évaluation-sanction répétée, sont taillés sur mesure pour les enfants de diplômés, en particulier d'enseignants [7] qui maîtrisent les règles du jeu implicite qui assurent une bonne insertion dans le système scolaire, le « code secret » de l'école. 90 % de leurs enfants obtiennent le bac, deux fois plus que les enfants d'ouvriers non qualifiés : ces derniers sont-ils moins « méritants », moins « intelligents » ? L'orientation des jeunes reste un parcours dans lequel les familles maîtrisant les arcanes des filières, disposent d'informations sans commune mesure avec la masse des autres parents. Un énorme privilège. La façon même dont l'école française fonctionne, en appuyant sur les échecs plutôt qu'en valorisant les efforts, par la mise en avant d'une poignée d'élèves plutôt que la réussite de tous, joue en défaveur des catégories les moins favorisées. Le privilège de la maîtrise du système scolaire et de ses demandes implicites est l'essence même des inégalités sociales [8]

Aveuglement de la gauche

« Le changement, c'est maintenant » ? La gauche a accédé au pouvoir en 2012 en faisant campagne sur la réduction des inégalités sociales. Forte de tous les pouvoirs, à tous les échelons territoriaux, elle a vite remis sa promesse. La réforme fiscale n'a pas eu lieu et la « refondation » de l'école a accouché d'une souris... La grande affaire du précédent quinquennat aura été le « mariage pour tous ». La majorité « En Marche » promettait de libérer les forces vives de la Nation tout en protégeant les plus faibles : elle a d'abord répondu aux pressions des plus riches, ne laissant que des miettes pour les plus modestes, avant de finalement céder un peu plus sous celle de la rue et les violences. Au fond, elle n'a que faire des inégalités sociales.

La plupart des dirigeants demeurent aveugles aux difficultés sociales que rencontrent les catégories modestes et moyennes, et se rassurent en ne cessant de se répéter que « c'est pire ailleurs » et qu'on en fait assez. Ils ne veulent pas comprendre que si le Rassemblement national de Marine Le Pen progresse, c'est principalement du fait de cet aveuglement, et non parce que les Français se sentent en « insécurité culturelle » dans une France « envahie de barbares » qui vont « remplacer » les blancs. La façon dont une grande partie des médias ont déplacé le débat des inégalités sociales vers la question de « l'identité », en livrant des boucs émissaires étrangers aux classes populaires pour tenter de les séduire, n'a fait qu'entraîner la montée de l'extrême droite [9]

Les privilégiés aux commandes

Des privilégiés sont aux commandes. Pas seulement aux plus hauts postes de l'exécutif. Des entreprises aux collectivités locales, en passant par les associations, une bourgeoisie économique (plutôt de droite) mais aussi culturelle (plutôt de gauche) dispose du pouvoir, vit dans l'entre-soi, et n'a aucun intérêt au « changement » qu'elle met en avant comme un slogan en permanence, mais pour les autres... Elle pointe du doigt les ultra-riches, mais elle oublie les quartiers populaires et méprise les couches moyennes pavillonnaires dont l'idéal est écologiquement incorrect [10] qui roule en diesel, fume, fait ses courses dans des « hypermarchés » et regarde la télévision. Elle déteste ces « gilets jaunes » qui se sont emparés des ronds-points. Parce que, au fond, elle a besoin de ces catégories comme serveurs flexibles à son service [11]

Des *think tanks* aux lobbies, en passant par des mouvements moins organisés, les groupes qui défendent les intérêts des couches favorisées disposent de moyens de communication considérables. La maîtrise de la parole publique et la médiatisation des intérêts ont pris un poids démesuré dans les décisions des politiques publiques. En face, les « invisibles » [12] – la France peu qualifiée salariée du privé ou au chômage – sont peu audibles. Les quelques mouvements de soutien aux plus précaires (pauvreté, sans-papiers, mal-logement, etc.) se concentrent sur les situations les plus difficiles avec de maigres moyens. Les syndicats ne représentent plus qu'une fraction ultra-minoritaire des salariés – moins de 5 % dans le

secteur privé – concentrés dans les grandes entreprises et les services publics. Les mouvements militants issus de milieux cultivés et urbains se passionnent pour les causes modernes d'une société post-68 telle que la préservation de leur environnement, les inégalités dont sont victimes les femmes ou les homosexuels, la consommation de viande, voire la diversité ethno-culturelle. Des causes justes, à condition qu'elles n'amènent pas à oublier les hiérarchies sociales qui structurent notre société, ou pire, qu'elles servent à les masquer.

Dans notre pays, la bourgeoisie économique et culturelle est surtout préoccupée par ses prochaines vacances, payer moins d'impôts, trouver la bonne école pour ses enfants ou manger les bons produits bio. Elle adore la mixité sociale tant que c'est pour les autres. Elle s'encanaille parfois à prôner la « révolution », qu'elle soit ultra-libérale ou anticapitaliste, mais, au fond, ne fait rien pour remettre en cause ses avantages. Au-delà des idéologues, beaucoup de citoyens partagent pourtant la volonté de réformes en profondeur, savent bien que chacun doit balayer devant sa porte et sont prêts à faire un effort. Mais s'indigner est une chose, agir en est une autre.

Le mouvement des gilets jaunes est un signe d'impatience des classes populaires et moyennes. À trop tirer sur la corde des privilèges tout en faisant miroiter « l'égalité pour tous », le risque est énorme que cet état de fait n'entraîne des mouvements de contestation de grande ampleur et que d'autres forces, bien plus conservatrices, prennent les choses en main, comme c'est le cas dans un nombre croissant de pays occidentaux. Une nuage nauséabond est entrain de recouvrir l'Europe et il n'épargnera pas la France. Cela ne paraît pourtant pas vraiment inquiéter les catégories favorisées d'aujourd'hui, qui vivent bien et s'estiment à l'abri des conséquences d'une telle évolution politique pour eux, tant ils sont forts de leurs privilèges. Parviendront-elles à réduire la cible de la colère sociale aux étrangers et aux « assistés » ? Il est aussi possible qu'elle déborde jusque dans les beaux quartiers, comme on l'a vu récemment.

Louis Maurin

Photo / DR

[1] Voir notre article [« Taxation des revenus financiers : un cadeau de 100 000 euros pour les plus riches »](#), septembre 2018.

[2] Voir *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*, Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, La Découverte, 2013.

[3] Voir [« La crise ou l'art d'échapper à la solidarité »](#), Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 22 mai 2013.

[4] Voir notre article [« Les salaires vont du simple au double selon la taille de l'entreprise »](#).

[5] Il y aurait beaucoup à dire sur les « avantages » des salariés tant sont mis en avant ceux qui ne sont pas toujours les plus importants. Voir « [Les « avantages » des salariés : privilèges ou acquis sociaux ?](#) », Valérie Schneider, Observatoire des inégalités, 23 mai 2013.

[6] Voir *Les sociétés et leur école, emprise du diplôme et cohésion sociale*, François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit, Seuil, 2010.

[7] Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils réussiront tous ; pour peu qu'ils n'entrent pas dans le « moule », leur « échec » est encore plus difficile.

[8] Sur ce thème, lire notamment *L'école qui classe. 530 élèves du primaire au bac*, Joanie Cayouette-Remblière, PUF, 2016.

[9] Ce qui n'implique pas de minimiser les dangers de l'intégrisme religieux, comme le fait parfois la gauche.

[10] Une bonne illustration en est donnée dans l'article [« Quand la France est devenue moche »](#), Télérama n° 3135, 10 février 2010.

[11] Voir sur notre site [« La France invisible des serveurs »](#), Denis Maillard, repris de Slate.fr, mai 2017.

[12] Voir *La France invisible* par Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), La Découverte, 2006.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/privileges-en-France>